que les peuples soient frères ; mais le peuple intervenant à en même temps pour devoir rigoureux de cesser son *intervention* aussitôt que ce but est atteint ; il doit dire alors à son protégé : « Maintenant te voilà libre, gouverne-toi comme tu l'entendras. Je rentre chez moi. »

En un mot, l'*intervention* n'est conforme à la justice qu'autant qu'elle a pour but de rendre à un peuple opprimé la liberté qu'une tyrannie quelconque lui a ravie ; elle est toujours une injustice quand elle a pour but une ingérence quelconque dans le gouvernement et dans les affaires d'un peuple libre.

« On distingue plusieurs sortes d'*intervention*, dit M. Éd. Hervé : l'*intervention* officieuse, qui s'exerce par notes dites verbales, remises par l'ambassadeur de la partie intervenante ; l'*intervention* officielle, par notes livrées à la publicité ; l'*intervention* pacifique à titre arbitral, qui donne presque toujours lieu à un *congrès* ou à des conférences internationales ; l'*intervention* armée, précédée d'ultimatum, accompagnée de démonstrations militaires et suivie de déclaration de guerre. »

Le plus souvent, le droit d'*intervention*, appliqué par des souverains, n'a été que la négation de ce droit tel que nous l'avons défini plus haut ; le plus souvent, en effet, les rois ne sont intervenus dans un pays étranger que par un motif d'ambition personnelle, dans un but d'absorption ou pour implanter par la force dans ce pays des institutions et des hommes dont il ne voulait pas. Si l'*intervention* armée de la France, sous Louis XVI, en faveur et à l'appel des États-Unis d'Amérique, fut juste et légitime, comment qualifier en Pologne l'*intervention* de la Russie, qui mit le pied dans ce pays pour s'en emparer et procéder, de concert avec la Prusse et l'Autriche, au partage du peuple polonais ? C'est au nom de ce droit, devenu la véritable négation du droit, que l'Angleterre intervint dans l'Inde pour déposséder les princes indigènes, et que, en 1792, l'Europe monarchique coalisée contre la France révolutionnaire envahit notre sol dans l'espoir d'y rétablir le régime d'abus odieux qui venait d'être supprimé. Lorsque la France républicaine intervint à son tour à l'étranger, elle le fit au nom de la liberté des peuples qu'elle délivrait et qu'elle rendait à la libre possession d'eux-mêmes. Mais il n'en fut plus de même dès que Napoléon se fut emparé du pouvoir. Pour lui le droit d'*intervention*, tel qu'il le pratiqua en Allemagne, en Italie, en Espagne, etc., ne fut plus que le droit de conquête, le droit d'absorption en vue de son ambition personnelle, qu'une perpétuelle négation du droit des peuples. A la suite des invasions de 1814 et de 1815, les alliés formèrent la Sainte-Alliance, ayant pour but de maintenir sur leurs trônes tous les rois dits légitimes, et de s'opposer, même par les armes, à ce que les peuples pussent se donner des institutions libérales. Ce fut au nom de ces étranges et révoltants principes que l'Autriche intervint dans le royaume des Deux-Siciles en 1820, dans le Piémont en 1821, et que la France alla rétablir l'absolutisme royal en Espagne en 1823. Toutefois, la Sainte-Alliance ne put pas toujours mettre son programme à exécution ; elle dut renoncer à aller comprimer le soulèvement des colonies espagnoles en présence de l'attitude des États-Unis et de l'Angleterre ; la soutenir dom Miguel en Portugal, en présence de l'*intervention* hostile de la Grande-Bretagne. Bientôt même elle se disloqua, et l'on vit la France, l'Angleterre et la Russie, agissant de concert, intervenir en faveur de l'indépendance des Grecs (1826).

Le gouvernement français issu de la révolution de 1830 proclama le principe de non-*intervention*, lequel, poussé à ses dernières conséquences, se résume dans cette triste et égoïste formule, devenue fameuse : « Chacun pour soi, chacun chez soi, » que Casimir Périer exposait en ces termes en 1831 : « L'intérêt et l'honneur de la France pourront seuls nous faire prendre les armes ; le sang français n'appartient qu'à la France. » Cette doctrine, du reste, n'était pas nouvelle. La politique de non-*intervention* avait été adoptée par l'Angleterre en 1820, lors des congrès de Troppau et de Laybach, et, de son côté, la république des États-Unis avait affirmé hautement, par la doctrine de Monroë, sa résolution de ne pas tolérer d'ingérence étrangère dans les affaires de ce continent américain, et de s'abstenir d'intervenir dans les affaires d'Europe ; mais, il faut bien le dire, les programmes de politique générale ne sauraient être absolus. Avec la plus ferme volonté de ne pas intervenir dans les affaires d'autrui, il est telles circonstances où le droit, il serait plus exact de dire le devoir d'*intervenir*, s'impose à un peuple d'une façon irrésistible. Mûri par son goût pour la paix, le gouvernement de Louis-Philippe lui-même se vit amené, en 1840, à intervenir en faveur de la Turquie, et l'Europe fut sur le point de s'embraser pour la défense d'un empire qu'elle avait si maltraité quatorze ans auparavant. Depuis la chute de Louis-Philippe, c'est le système d'*intervention* qui a dominé dans la politique en France ; c'est ainsi qu'on a vu successivement l'*intervention* à Rome, pour rétablir le pouvoir temporel du pape (1848) ; l'*intervention* en Crimée, pour maintenir l'intégrité de l'empire ottoman (1854) ; l'*intervention* en Italie, pour aider ce pays à secouer le joug de l'Autriche (1859) ; l'*intervention* en Syrie, en Chine, en Cochinchine, sous divers prétextes plus ou moins justifiables ; l'*intervention* au Mexique (1862), aussi odieuse que celle de Rome, car elle avait pour objet d'imposer des institutions et un homme dont ce pays ne voulait point, etc. Enfin, ce fut l'*intervention* diplomatique du gouvernement français relativement au choix d'un roi en Espagne qui amena la terrible guerre de 1870-1871.

En résumé, l'étude de l'histoire nous montre, pour nous servir du langage de M. Hervé, qu'en l'absence d'un droit humain bien défini, applicable à tous les peuples, quel que soit leur degré de civilisation, solennellement et directement accepté par eux hors la pression de leurs gouvernements respectifs, le droit d'*intervention* n'est autre chose qu'un déguisement moderne du droit de la force.

M. Emile de Girardin, l'ennemi-né des demi-mesures, s'est prononcé carrément contre le droit d'*intervention*. « Jamais d'*intervention* sous aucun nom, sous aucune forme, sous aucun prétexte, dit-il, telle est ma politique, ou plutôt celle dont Washington recommandait l'adoption et la pratique au peuple des Etats-Unis, dans son adresse d'adieu du 17 septembre 1796. Ce n'est qu'à cette condition que la France reprendra en Europe son rang et son influence. Si l'*intervention* n'est pas la guerre générale et à outrance de tous les peuples contre tous les rois, ou de tous les rois contre tous les peuples, c'est un non-sens. Mais après que tous les peuples auront vaincu tous les rois, qui préservera les peuples des généraux victorieux ? Je me dédis singulièrement de la guerre, car je ne vois pas qu'elle ait jamais profité à la liberté d'aucun peuple. Je n'ai de confiance que dans la paix ; mais ma confiance en elle est entière. »

Tout en partageant complétement l'opinion de M. de Girardin sur la guerre, nous ne saurions être aussi absolu que lui sur le droit d'*intervention*. Nous reconnaissons qu'il y aurait presque toujours de prétexte à des iniquités, à des spoliations, à des abus de la force, aux attentats les plus audacieux contre l'indépendance et la liberté des peuples ; nous reconnaissons que la guerre qu'il engendre le plus souvent est un fléau terrible et qu'il faut employer tous les moyens acceptables pour l'éviter ; mais nous croyons aussi que les peuples, comme les individus, ne peuvent s'enfermer dans un monstrueux égoïsme, et qu'ils ne sauraient rester impassibles, indifférents, en présence de lâches abus de la force, d'impitoyables écrasements du faible par le fort.

— Jurispr. Lorqu'un incident est formé, dans le cours d'une instance, par un tiers qui n'était point en cause, mais qui se trouve intéressé au procès, l'incident prend le nom d'*intervention*. Les personnes qui ont qualité pour intervenir sont, d'abord, les créanciers, dans la plupart des débats judiciaires où se trouvent engagés leurs débiteurs. S'il s'agit, par exemple, de tout ou partie du patrimoine de ces derniers, les créanciers, dont ce patrimoine est le gage commun, sont incontestablement intéressés à ne pas laisser perdre ou amoindrir ce gage, et, par conséquent, à intervenir au débat, pour appuyer et rendre plus complète, s'il le faut, la défense de leur débiteur. L'article 1166 du code civil leur confère implicitement, et d'une manière générale, ce droit d'*intervention*. L'article 882 du même code le leur attribue un peu surabondamment, croyons-nous, dans une matière spéciale, en matière de partage de succession. Cet article permet au créancier d'intervenir dans toute instance en partage où son débiteur est intéressé, pour éviter que ce partage ne soit fait en fraude de ses droits. Un intérêt, même éventuel, suffit pour autoriser l'*intervention*. Ainsi, celui qui n'a qu'un droit de créance conditionnel peut intervenir dans une instance où son débiteur est partie tout aussi bien que le créancier dont le droit est actuellement acquis et n'est subordonné à aucune condition. Un intérêt d'honneur enfin, tout aussi bien qu'un intérêt pécuniaire ou pécuniairement appréciable, peut motiver suffisamment une *intervention*. Ainsi, une tierce personne diffamée par les requêtes ou autres actes de procédure notifiés dans une instance à laquelle elle est, d'ailleurs, étrangère, peut intervenir dans cette instance pour réclamer contre les écrits ou mémoires diffamatoires et en demander la suppression.

Quant à la procédure de l'*intervention*, elle est régie par les articles 339 et suiv. du code de procédure civile. L'intervenant procède par voie de simple requête contenant ses conclusions avec copie des pièces justificatives, requête qui est signifiée par l'avoué qu'il constitue aux avoués des parties déjà en cause. Toutefois, il faut remarquer que l'article 339 ne règlemente les formes de l'*intervention* que devant les tribunaux civils. Or, on peut intervenir dans toute instance, quelle qu'elle soit, pendante devant le juge de paix ou devant un tribunal de commerce. Le ministère des avoués n'étant pas établi devant ces juridictions, la forme de l'*intervention* doit s'y modifier. Les auteurs sont d'accord qu'elle doit être opérée au moyen d'une assignation notifiée au domicile ou à la personne des parties en instance.

INTERVENU, UE (ain-tèr-ve-nu) part. passé du v. Intervenir. Survenu dans le cours d'une action, d'un fait : *Jugement* INTERVENU. *Décision* INTERVENUE.

INTERVERSIBILITÉ s. f. (ain-tèr-vèr-si-bi-li-té — rad. *interversible*). Mathém. Possibilité d'intervertir.

— Encycl. *Interversibilité des facteurs d'un produit.* La valeur d'un produit de plusieurs facteurs ne dépend pas de l'ordre dans lequel les multiplications pourraient être faites, pourvu que tous les facteurs aient été employés. La démonstration de ce théorème se décompose en plusieurs parties : 1° *Le produit de deux nombres ne change pas lorsqu'on prend l'un ou l'autre pour multiplicande.* Ce principe est intimement lié à celui de l'indépendance d'une somme envers l'ordre dans lequel les parties en sont successivement prises : soient 3 et 5 les facteurs du produit considéré, pour répéter 5 fois 3, il est clair que l'on pourrait répéter 5 fois chacune des unités de 3, ce qui donnerait $5+5+5$ ou 5×3 ; donc

$$3\times5=5\times3.$$

2° *Le produit de trois nombres entiers ne change pas lorsqu'on change l'ordre des facteurs.* Pour légitimer toutes les permutations possibles entre trois facteurs, il suffit de démontrer qu'on peut intervertir l'ordre des deux premiers et l'ordre des deux derniers, de quelque manière qu'ils soient arrangés déjà.

Or, pour les deux premiers, la chose est évidente, puisque le produit en devrait être obtenu ayant qu'on eût à le multiplier par le troisième facteur. Quant à l'*interversibilité* des deux derniers facteurs, elle ne constitue, en réalité, aucun fait nouveau. En effet, si 4 fois 5 pommes font la même somme que 5 fois 4 pommes, pour les mêmes raisons, 4 fois 5 paniers de pommes feront le même nombre que 5 fois 4 paniers pareils des mêmes pommes ; une pomme dans le premier énoncé forme l'unité ; dans le second, c'est un panier de pommes, mais le fait est le même ; si chaque panier contient 6 pommes,

$$28\times5\times4=28\times4\times5.$$

3° *Le produit de tant de facteurs qu'on voudra reste le même dans quelque ordre qu'on effectue les multiplications.* La démonstration se réduit évidemment à faire voir que l'on peut toujours intervertir l'ordre de deux facteurs consécutifs quelconques : or, soit le produit

$$2\times5\times4\times3\times7\times6\times9,$$

et proposons-nous, par exemple, de démontrer qu'il conserverait la même valeur sous la forme

$$2\times5\times4\times7\times3\times6\times9;$$

il suffira pour cela d'observer d'abord que si $2\times5\times4\times3\times7$ et $2\times5\times4\times7\times3$ sont égaux, leurs produits par 6 et 9 le seront aussi ; et, en second lieu, que, quel que soit le produit $2\times5\times4$, il ne s'agit, en réalité, pour passer de

$$2\times5\times4\times3\times7$$

à

$$2\times5\times4\times7\times3,$$

que d'intervertir l'ordre des deux derniers facteurs dans le produit des trois nombres $(2\times5\times4)$, 3 et 7.

La division par un nombre n'étant autre chose que la multiplication par son *inverse* (v. ce mot), il en résulte que *l'ordre de divisions successives peut toujours être intervertiet à volonté.*

Les élévations successives à des puissances différentes peuvent aussi être effectuées dans un ordre arbitraire. Ainsi,

$$[(a^m)^n]^p=[(a^n)^p]^m;$$

en effet, chacun des deux résultats se réduit à

$$a^{mnp}.$$

Inversement, *on peut intervertir à volonté l'ordre de racines à extraire,*

$$\sqrt[m]{\sqrt[n]{\sqrt[p]{a}}}=\sqrt[n]{\sqrt[p]{\sqrt[m]{a}}},$$

parce que chacun des deux membres se réduit à

$$\sqrt[mnp]{a}.$$

Enfin, *on peut intervertir l'ordre d'une élévation à une puissance et d'une extraction de racine :*

$$(\sqrt[m]{a})^n=\sqrt[m]{a^n},$$

En effet, les puissances *mêmes* des deux membres fournissent le même résultat a^n.

Deux dérivations ou différentiations successives, par rapport à deux lettres différentes, d'une fonction de plusieurs variables, peuvent toujours être interverties, et, par suite, dans la notation d'une dérivée d'ordre m d'une fonction de plusieurs variables, on peut toujours ranger les dérivations successives dans l'ordre que l'on veut, pourvu que le nombre des dérivations reste le même par rapport à chaque lettre. Ainsi

$$\frac{d^2f}{dx\,dy}=\frac{d^2f}{dy\,dx}$$

En effet, pour obtenir la valeur de

$$f(x+dx,y+dy),$$

on peut, faire croître d'abord x seulement et ensuite y, ou inversement. Dans le premier cas on trouve

$$f(x+dx,y)=f(x,y)+f'_x(x,y)dx$$

et ensuite

$$f(x+dx,y+dy)=f(x,y+dy)+f'_x(x,y+dy)\,dx=f(x,y)+f'_y(x,y)dy+f'_{y,x}(x,y)dy\,dx+f'_{y,x}(x,y)dx\,dy;$$

dans le second cas, on trouverait de même

$$f(x+dx,y+dy)=f(x,y)+f'_x(x,y)\,dx+f'_y(x,y)dy+f'_{x,y}(x,y)dy\,dx;$$

par conséquent,

$$f'_{x,y}=f'_{y,x}\text{ ou }\frac{d^2f}{dx\,dy}=\frac{d^2f}{dy\,dx}.$$

Inversement, *on peut intervertir l'ordre de deux intégrations successives.* Ainsi

$$\int dy\int dx\,f(x,y)=\int dx\int dy\,f(x,y.)$$

En effet, les dérivées secondes des deux membres, prises par rapport à y et à x, dans le premier, à x et à y dans le second, se réduisent toutes les deux à $f(x,y)$.

Enfin, *on peut intervertir l'ordre d'une différentiation et d'une intégration.* Ainsi,

$$\frac{d\int f(x,y)\,dx}{dy}=\int\frac{df(x,y)}{dy}dx.$$

En effet, l'intégrale du premier membre, par rapport à y, est identiquement $\int f(x,y)\,dx$, et l'intégrale du second,

$$\int dy\int y\frac{df(x,y)}{dy}dx,$$

se réduit à la même quantité $\int f(x,y)\,dx$, dès qu'on intervertit l'ordre des intégrations.

Ce n'est naturellement que par exception que deux opérations successives peuvent être interverties. Celles qui n'ont pas été mentionnées dans ce qui précède ne comportent pas l'*interversibilité*.

INTERVERSION s. f. (ain-tèr-vèr-si-on — lat. *interversio* ; de *intervertere*, intervertir). Renversement, dérangement de l'ordre naturel ou habituel : INTERVERSION *de mots*.

— Jurispr. *Intervertion de titre*, Changement survenu dans le titre d'un détenteur précaire, et qui permet à la prescription de courir à son profit.

INTERVERTÉBRAL, ALE adj. (ain-tèr-vèr-té-bral, a-le — du lat. *inter*, entre, et de *vertébral*). Anat. Qui est placé entre les vertèbres : *Cartilages* INTERVERTÉBRAUX. ‖ *Tissu intervertébral* ou *Substance intervertébrale*, Tissu fibreux situé entre les vertèbres, et ayant à son centre des cartilages d'une consistance molle. ‖ *Trous intervertébraux* ou *Trous de conjugaison*, Ouvertures circulaires formées par les échancrures des apophyses transverses des vertèbres, et donnant passage aux nerfs spinaux.

— Encycl. On donne le nom de disques *intervertébraux* à des ligaments interosseux, de structure particulière, placés entre les corps des vertèbres contiguës. Chaque disque *intervertébral* représente une sorte de lentille biconvexe, échancrée en arrière, et dont les bords sont intimement unis aux corps des vertèbres. A sa circonférence, ce disque est intimement lié au ligament commun antérieur en avant, et au ligament commun postérieur en arrière. Son épaisseur varie ; elle est très-considérable dans ceux de la région lombaire, beaucoup moins dans ceux de la région dorsale. Cette épaisseur varie encore suivant diverses circonstances ; ainsi, une station prolongée ou une marche forcée semblent provoquer une sorte d'écrasement de la substance des disques, et la colonne vertébrale peut perdre, par ce fait, 20 à 25 millimètres de sa longueur. Les jeunes conscrits dont la taille n'excède pas de beaucoup la taille minimum réglementaire n'ignorent pas que souvent on ne leur mandait jamais de se raccourcir le plus possible au moment de la révision.

Les disques *intervertébraux* sont composés de deux substances : l'une fibreuse ou fibro-cartilagineuse, surtout au pourtour, l'autre presque liquide au centre. Ces deux substances se confondent ordinairement entre elles, sans être séparées par une ligne nette de démarcation ; elles représentent un véritable fibro-cartilage articulaire, analogue à celui qui s'observe dans d'autres articulations, et une synoviale rudimentaire. Du reste, la liquidité, la couleur et la densité du fluide central varient avec l'âge et l'état de souplesse de la colonne vertébrale. Il est probable que, chez les acrobates, ce fluide forme une véritable synovie interarticulaire. D'après l'ancienne théorie de Monro, c'est le fluide central qui est le centre du mouvement de la vertèbre, et c'est ce fluide qui fournit comme un pivot élastique sur lequel s'opèrent les mouvements de flexion en divers sens.

INTERVERTÉBRO-COSTAL, ALE adj. (ain-tèr-vèr-té-bro-ko-stal, a-le — du lat. *inter*, entre ; de *vertèbre*, et de *costal*). Anat. Se dit quelquefois pour VERTÉBRO-COSTAL.

INTERVERTI, IE (ain-tèr-ver-ti) part. passé du v. Intervertir. Dont les places sont échangées : *Ordre* INTERVERTI.

INTE INTE INTE